

## PROMULGATION DE LA LOI AMÉRICAINE SUR L'ACCÈS RÉCIPROQUE AU TIBET

LA CHAMBRE DES REPRÉSENTANTS ET LE SÉNAT DES ÉTATS-UNIS ONT APPROUVÉ LE PROJET DE LOI SUR L'ACCÈS RÉCIPROQUE AU TIBET, ET LE PRÉSIDENT DONALD TRUMP A PROMULGUÉ LE TEXTE LE 19 DÉCEMBRE DERNIER. LES ÉTATS-UNIS ONT AINSI MONTRÉ QU'ILS SOUTENAIENT LES TIBÉTAINS ET REMIS EN CAUSE LES POLITIQUES DISCRIMINATOIRES DE LA CHINE AU TIBET.



Une caméra filme les visiteurs du Palais du Potala à Lhassa. (Photo: Aritz Parra/Associated Press)



### DANS CETTE ÉDITION :

- 1 Promulgation de la loi américaine sur l'accès réciproque au Tibet
- 2 Un jeune moine battu et arrêté alors que la vague de protestations et d'immolations par le feu continue au Tibet
- 3 Des Tibétains sommés de se prosterner devant des photos du président chinois
- 4 Développement du totalitarisme technologique au Tibet: Hikvision
- 5 Nouvelle analyse d'ICT: Le «modèle du Xinjiang» d'abord testé au Tibet sous Chen Quanguo
- 6 Le point sur les prisonniers politiques
- 7 Suggestion de vidéo
- 8 Événements à venir

La [loi sur l'accès réciproque au Tibet](#) se fonde sur le principe diplomatique de la réciprocité, selon lequel les pays sont censés conférer aux citoyens des autres pays les mêmes droits que ceux dont leurs propres citoyens bénéficient. Ce principe n'est actuellement pas respecté par la Chine : alors que les citoyens chinois peuvent se déplacer librement sur le territoire des États-Unis, les autorités chinoises limitent considérablement la capacité des Américains à accéder au Tibet. Les citoyens américains – y compris les représentants du gouvernement, journalistes et touristes – qui

souhaitent pénétrer sur le territoire tibétain sont régulièrement refoulés à la frontière, et les rares Américains parvenant à s'y rendre sont obligés de s'en tenir à des visites guidées officielles strictement contrôlées, au cours desquelles la véritable situation du peuple tibétain leur est cachée. Mais ce sont les Américains d'origine tibétaine qui ont le plus de difficultés à accéder au territoire; ils se voient presque toujours refuser le droit de se rendre en pèlerinage sur la terre de leurs ancêtres et de rendre visite aux membres de leur famille restés au pays.

Conformément à cette nouvelle loi, le secrétaire d'État doit, dans les 90 jours suivant la promulgation, évaluer le niveau d'accès des Américains au Tibet. Il devra par la suite présenter un rapport annuel au Congrès, dans lequel seront identifiés les responsables chinois qui empêchent les Américains d'entrer au Tibet. Sur la base de ce rapport, le secrétaire interdira la délivrance de visas américains à ces ressortissants chinois.

«Je suis content que le président ait promulgué notre projet de loi sur l'accès réciproque au

> SUITE PAGE 2



INTERNATIONAL  
CAMPAIGN  
FOR TIBET

#### ICT EUROPE

Funenpark 1D  
1018 AK Amsterdam,  
The Netherlands  
Phone: +31 (0)20 3308265  
Fax: +31 (0)20 3308266  
[icteurope@savetibet.nl](mailto:icteurope@savetibet.nl)

#### ICT BRUSSELS

15, rue de la linière  
1060 Brussels  
Belgium  
Phone: +32 (0)2 609 44 10  
Fax: +32 (0)2 609 44 32  
[info@savetibet.eu](mailto:info@savetibet.eu)

#### ICT GERMANY

Schonhauser Allee 163  
10435 Berlin  
Germany  
Tel.: +49 (0)30 27879086  
Fax: +49 (0)30 27879087  
[info@savetibet.de](mailto:info@savetibet.de)

#### ICT

1825 Jefferson Place, NW  
Washington, DC 20036  
United States of America  
Phone: +1 (1) 202-785-1515  
Fax: (202) 785-434  
[info@savetibet.org](mailto:info@savetibet.org)

> SUITE DE LA PAGE 1

*Tibet. Cela fait trop longtemps que la Chine occulte ses violations des droits de l'homme au Tibet en y limitant l'accès. Mais les actes ont des conséquences, et aujourd'hui, nous avons fait un nouveau pas vers l'imputabilité des responsables chinois qui imposent ces restrictions», a déclaré le représentant Jim McGovern (démocrate, Massachusetts), qui a présenté le projet de loi.*

Pour les Américains d'origine tibétaine et les partisans de la cause tibétaine, cette loi était attendue depuis longtemps. Des versions précédentes du texte avaient en effet été présentées dès 2014 et 2015, mais n'avaient jamais été soumises au vote. En 2017, le projet de loi a été à nouveau présenté à la Chambre des représentants et au Sénat, qui l'ont respectivement approuvé le 25 septembre et le 11 décembre. Tout au long de ce

processus, les Américains d'origine tibétaine et les partisans de la cause tibétaine n'ont pas ménagé leurs efforts pour sensibiliser les membres du Congrès à la question de la limitation de l'accès au Tibet et pour les encourager à soutenir le projet de loi. Ils ont adressé des milliers de lettres à leurs membres du Congrès et personnellement participé à des journées de plaidoyer pour la cause tibétaine (Tibet Lobby Days) à Washington, D.C., en 2017 et 2018, ainsi qu'à une [journée spéciale de plaidoyer](#) à travers tout le pays le 17 octobre.

Alors que le projet de loi était en passe d'être approuvé, le gouvernement chinois a commencé, sans grande surprise, à se livrer à une propagande mensongère, affirmant que la loi interférerait avec les affaires intérieures de la Chine et que les relations et la coopération entre la Chine et les États-Unis dans des domaines majeurs pourraient s'en ressentir. Le président d'ICT, Matteo Mecacci, a rejeté

ces affirmations dans une déclaration, dans laquelle il explique que le projet de loi défend les intérêts américains et que c'est la Chine qui s'ingère dans le processus législatif américain.

Maintenant que l'accès réciproque au Tibet a été consacré dans une loi, ICT va coopérer avec le Département d'État américain pour veiller à ce que la législation soit pleinement appliquée. ICT a par ailleurs déjà entamé des pourparlers avec des dirigeants politiques du Canada, du Royaume-Uni, de l'Australie et de différents pays d'Europe, afin de les encourager à adopter des textes de loi similaires.

#### POUR PLUS D'INFORMATIONS :

- [La réponse de la Chine à la loi sur l'accès réciproque au Tibet indique ses craintes face au soutien pour le Tibet aux États-Unis](#) (en anglais)
- [La promesse de la Chine de faciliter les voyages au Tibet ne constituent pas une réponse suffisante à la loi sur l'accès réciproque au Tibet](#) (en anglais)

## UN JEUNE MOINE BATTU ET ARRÊTÉ ALORS QUE LA VAGUE DE PROTESTATIONS ET D'IMMOLATIONS PAR LE FEU CONTINUE AU TIBET

À L'OCCASION D'UN ANNIVERSAIRE IMPORTANT POUR LES TIBÉTAINS EN DÉCEMBRE DERNIER, UN MOINE DE 17 ANS A ÉTÉ BATTU ET ARRÊTÉ POUR AVOIR APPELÉ À LA LIBERTÉ DU TIBET, UN JOUR SEULEMENT APRÈS QUE DEUX ADOLESCENTS SE SONT IMMOLÉS PAR LE FEU EN PROTESTATION CONTRE LE POUVOIR CHINOIS.



*Le manifestant Sanggye Gyatso, sur une photo non datée fournie à RFA par Kanyak Tsering et Lobsang Yeshe.*

Le 10 décembre, l'anniversaire de la remise du prix Nobel de la Paix au Dalai-Lama en 1989, Sanggye Gyatso, un moine de 17 ans du monastère de Kirti dans le district de Ngaba (en chinois: Aba) dans le nord-est du Tibet, s'est livré à une manifestation en solitaire, appelant à la libération du Tibet.

Tandis qu'il tentait

d'emprunter la rue principale, il a immédiatement été arrêté par la police, qui l'a roué de coups, selon deux moines de Kirti vivant en exil à Dharamsala en Inde. Sanggye Gyatso est depuis maintenu en détention, et personne ne sait où il se trouve ou s'il est en sécurité. Selon les deux moines de Dharamsala, il serait issu d'une famille d'éleveurs pastoraux du village de Soruma dans la région de Choejema, district de Ngaba,

et il aurait rejoint le monastère de Kirti à un jeune âge.

La manifestation pacifiste de Sanggye Gyatso fait suite à des actions similaires menées en septembre par trois moines de la région tibétaine d'Amdo, aujourd'hui portés disparus. Ces remarquables actes de bravoure s'inscrivent dans une tendance au Tibet oriental depuis 2014 – en particulier dans le district de Ngaba, où la vague d'immolations par le feu a débuté en 2009. Cette tendance semble liée à la volonté des contestataires de crier haut et fort leur envie de liberté et leur loyauté envers le Dalai-Lama, sans pour autant se livrer à l'acte plus extrême de l'immolation par le feu.

Cet acte de protestation se serait également déroulé un jour après que deux adolescents de 16 ans, Gendun Gyatso et Choekyi Gyatso, se sont immolés par le feu dans le district de Ngaba (le 9 décembre). Les détails n'ont pas pu être confirmés immédiatement, et les sources en exil ont donné des versions différentes en raison de la limitation considérable de la circulation de l'information dans la région et du danger pour les Tibétains de parler de ces incidents à quiconque résidant en dehors du Tibet.

## DES TIBÉTAINS SOMMÉS DE SE PROSTERNER DEVANT DES PHOTOS DU PRÉSIDENT CHINOIS

**DIFFÉRENTS SIGNAUX MONTRENT QUE LA CAMPAGNE CONTRE LE DALAÏ-LAMA S'INTENSIFIE DEPUIS QUELQUES MOIS. DANS CE CONTEXTE, SELON CERTAINES INFORMATIONS, DES TIBÉTAINS DU TIBET ORIENTAL SERAIENT OBLIGÉS DE FAIRE DES OFFRANDES ET DE SE PROSTERNER NON PAS DEVANT DES PHOTOS D'ICÔNES BOUDDHISTES, MAIS DEVANT CELLES DE XI JINPING.**

Au Tibet oriental, des Tibétains du comté de Serthar (en chinois : Seda) dans le Sichuan, qui bénéficient d'aides officielles du gouvernement pour la « réduction de la pauvreté », ont reçu l'ordre d'enlever les images du Dalaï-Lama de leur habitation et de détruire leurs autels, selon des informations communiquées par l'ancien prisonnier politique Golog Jigme. Certaines familles sont même contraintes d'afficher des photos du dirigeant chinois Xi Jinping dans leur maison, de faire des offrandes et de se prosterner devant ces photos.

Cette nouvelle survient quelques jours après que le président de la Région autonome du Tibet, Che Dalha, a annoncé dans son rapport au Congrès régional du Parti que les mesures répressives avaient été renforcées. Il avait alors déclaré : « *Le Tibet a fermement réfréné et réprimé les activités de sécession, d'infiltration et de sabotage menées par des forces hostiles [un terme politique recouvrant le Dalaï-Lama et les partisans de la cause tibétaine] à l'intérieur du pays et à l'étranger.* » Elle fait suite également à la publication, début décembre de l'année dernière, d'un avis des autorités locales du canton de Dzoeye (en chinois : Zuigedoma) à Tsoe (en chinois : Hezuo) dans la province du Gansu, exigeant des villageois qu'ils se débarrassent des images du Dalaï-Lama pour les remplacer par des photos de Xi Jinping et d'autres



*L'avis concernant le « nettoyage » des images du Dalaï-Lama, publié sur le site internet officiel du canton de Dzoeye, était accompagné de photos de Tibétains affichant des images de Xi Jinping et d'autres dirigeants chinois. L'avis a depuis été supprimé du site internet.*

dirigeants chinois. Cet avis mentionnait que ce « nettoyage » avait été effectué avec succès dans les habitations de tous les gardiens de troupeaux de la zone, dans quatre temples bouddhistes et parmi la population de deux monastères. Il y était par ailleurs précisé que cette campagne politique avait aussi été menée dans les résidences de cadres du Parti, ce qui revient à reconnaître l'incapacité des autorités chinoises à éradiquer la loyauté envers le leader religieux en exil, même parmi les membres du Parti.

Autre fait marquant, une représentation massive de Mao Zedong a été réalisée dans une région tibétaine sous la forme d'un thanka (peinture religieuse bouddhiste tibétaine). Quelque 12 000 personnes ont participé à ce projet, qui a coûté plus de 4 millions de yuans (580 000 USD). L'objectif était apparemment d'affirmer la soumission des Tibétains à l'image de Mao.

La création du thanka représentant Mao et la campagne de « nettoyage » des images du Dalaï-Lama s'inscrivent dans une tentative – jusqu'à présent en grande partie infructueuse – d'anéantir l'influence du leader spirituel en exil des Tibétains, pour promouvoir à la place la loyauté envers le Parti communiste chinois. Ces initiatives se sont faites plus nombreuses récemment, dans le contexte des anniversaires importants attendus cette année, dont le soixantième anniversaire du soulèvement tibétain de 1959.

Une source qui a beaucoup voyagé à travers le Tibet oriental a confié à International Campaign for Tibet que certaines familles pauvres affichaient déjà des images de dirigeants du Parti dans leur maison, par crainte de voir leurs aides supprimées, mais a ajouté que de nombreux monastères et ménages continuaient d'afficher des images du Dalaï-Lama, en dépit du danger.

## DÉVELOPPEMENT DU TOTALITARISME TECHNOLOGIQUE AU TIBET: HIKVISION

SUITE À L'ARRESTATION D'UNE DIRIGEANTE DE HUAWEI ACCUSÉE D'AVOIR ENFREINT DES SANCTIONS AMÉRICAINES À LA FIN DE L'ANNÉE DERNIÈRE, UN AUTRE GÉANT DE LA TECHNOLOGIE, HANGZHOU HIKVISION DIGITAL TECHNOLOGY, FAIT L'OBJET D'UNE ATTENTION CROISSANTE. CETTE ENTREPRISE - L'UN DES LEADERS MONDIAUX DU SECTEUR DES CAMÉRAS DE SURVEILLANCE ET AUTRES ÉQUIPEMENTS D'ESPIONNAGE - EST ACCUSÉE DE FOURNIR DU MATÉRIEL À D'IMMENSES CAMPS DE PRISONNIERS DANS LE XINJIANG, Y COMPRIS DES TECHNOLOGIES DE SURVEILLANCE D'ABORD TESTÉES AU TIBET.



Cette image montre la capacité de la technologie de reconnaissance faciale de la société de vidéosurveillance Hikvision à reconnaître les « minorités ethniques ». Hikvision a fait la démonstration de son système d'intelligence artificielle basé sur un cloud pour la reconnaissance des minorités lors d'un sommet de l'entreprise le 30 mars 2018 à Hangzhou en Chine.

Hikvision, une société contrôlée par le gouvernement chinois, a installé des systèmes de surveillance dans des mosquées et des camps de rééducation et a également participé directement à un programme de surveillance intégrée à grande échelle, d'une envergure et d'une ampleur terrifiantes, dans la Région autonome ouïghoure du Xinjiang (Turkistan oriental).

Les technologies de surveillance fournies par Hikvision ont d'abord été testées

au Tibet, où l'ancien chef de la Région autonome du Tibet du Parti communiste chinois, Chen Quanguo – aujourd'hui responsable du Xinjiang –, les a utilisées pour mettre en place l'un des systèmes de police et de sécurité les plus dystopiens et intrusifs au monde - un système de totalitarisme technologique. Chen a mis au point un système de quadrillage des villes et villages tibétains qui, à l'origine, visait à dresser le profil des individus susceptibles de poser problème à l'État chinois – tels que les Tibétains de retour d'Inde, ceux ayant

suivi les enseignements du Dalaï-Lama en exil et les anciens prisonniers politiques – pour ensuite les prendre pour cibles.

Aujourd'hui, le système a été élargi pour potentiellement cibler tous les Tibétains et tous les Ouïghours – des ethnies entières – à l'aide d'une nouvelle technologie basée sur la reconnaissance faciale, fournie par Hikvision, afin de distinguer les « minorités ethniques » des Hans chinois. Une vidéo publiée par Hikvision montre un individu repéré par une caméra, identifié comme faisant partie d'une « minorité ethnique ». Cette vidéo est tirée d'essais sur les caméras de surveillance d'Hikvision au mont Wutai, une montagne sacrée, lieu de pèlerinage pour les bouddhistes, qui a une forte signification religieuse pour les Tibétains.

Les États-Unis envisagent à présent, au titre de la loi Magnitsky, d'imposer des sanctions aux fonctionnaires chinois et aux « entités aidant les autorités [du Xinjiang] à placer massivement en détention les membres de minorités ethniques et à procéder à leur surveillance », telles que Hikvision et Dahua. Depuis 2016, les deux entreprises ont décroché des projets de surveillance à grande échelle pour plus de 1,2 milliard USD dans le Xinjiang, notamment dans des camps de prisonniers. Si elles sont adoptées, ces sanctions gèleront tous les actifs d'Hikvision et de Dahua aux États-Unis et interdiront aux entités américaines de commercer avec les deux sociétés, ce qui mettra de fait un terme à leurs activités sur le sol américain.

## NOUVELLE ANALYSE D'ICT: LE « MODÈLE DU XINJIANG » D'ABORD TESTÉ AU TIBET SOUS CHEN QUANGUO

UNE RÉCENTE ANALYSE PUBLIÉE PAR ICT MONTRE COMMENT UN SYSTÈME DE SÉCURISATION À OUIRANCE ET D'ASSIMILATION FORCÉE D'ABORD MIS EN PLACE AU TIBET PAR CHEN QUANGUO, UN CADRE DU PARTI COMMUNISTE CHINOIS (PCC), EST DÉSORMAIS UTILISÉ AU XINJIANG, OÙ AU MOINS UN MILLION DE PERSONNES ONT ÉTÉ ENFERMÉES DANS DES CAMPS DE PRISONNIERS EN RAISON DE LEUR APPARTENANCE ETHNIQUE, DE LEUR CULTURE OU DE LEUR RELIGION.

Au cours des derniers mois, la situation dans la Région autonome ouïghoure du Xinjiang (RAOX) – où, selon certaines informations, les habitants sont de plus en plus surveillés et contrôlés et où au moins un million d'Ouïghours et de Kazakh seraient détenus au sein de camps de rééducation – suscite des inquiétudes croissantes et justifiées de la part de la communauté internationale. Mais pour mieux comprendre ce qui se passe dans la RAOX, les motivations de Chen Quanguo – le secrétaire du Parti responsable de la RAOX – et les politiques du PCC, les observateurs devraient se pencher sur l'histoire récente de la Région autonome du Tibet, où Chen a occupé le poste de secrétaire du Parti d'août 2011 à août 2016.



*Chen Quanguo remet des khatags (écharpes traditionnelles) aux personnels des forces de sécurité au Tibet avant son transfert vers le Xinjiang. (Photo: Tibet Daily)*

Le Tibet et le Xinjiang présentent en effet de nombreuses similarités. Il s'agit de deux vastes régions inhospitalières, principalement peuplées par des ethnies non Hans aux pratiques culturelles et religieuses différentes. En tant que régions frontalières, leur stabilité et leur sécurité sont importantes pour le pouvoir chinois. Les menaces à la cohésion sociale et à la stabilité, telles que l'existence d'une identité distincte, peuvent être considérées comme des menaces à la sécurité nationale exigeant la prise de mesures extraordinaires, voire militaires.

D'abord au Tibet puis au Xinjiang, Chen et l'État chinois ont adopté une nouvelle approche pour la gestion des populations

frontalières rétives. Selon cette approche, tous les Tibétains et tous les Ouïghours – en raison de leur sentiment d'appartenance à une ethnie et à une culture distinctes, différentes – représentent une menace pour la stabilité sociale et la sûreté de l'État. Guidé par cette présomption de culpabilité et le souhait de prendre activement des mesures pour garder le Tibet (puis le Xinjiang) sous contrôle, Chen a adopté une double approche pour gérer la menace : il a lancé une campagne visant à gommer les différences ethniques en accélérant l'assimilation des populations, et il a mis en place un solide système de

sécurité à l'appui de ce processus.

L'analyse d'ICT débute par une présentation de Chen, et de l'historique de ses mandats au Tibet et au Xinjiang. S'ensuit une analyse du principe sur lequel repose l'approche adoptée par Chen pour la gestion du Tibet et du Xinjiang, avec des exemples de sa double politique d'assimilation accélérée et de surveillance et contrôle de masse.

*Le rapport est disponible [ici](#) dans son intégralité (en anglais).*

## LE POINT SUR LES PRISONNIERS POLITIQUES A-NYA SENGDRRA

LE CENTRE TIBÉTAIN POUR LES DROITS DE L'HOMME ET LA DÉMOCRATIE (TCHRD) SIGNALE QU'UN MILITANT TIBÉTAIN CONNU POUR SON ACTION EN FAVEUR DE LA BONNE GOUVERNANCE ET DE LA RESPONSABILITÉ SOCIALE ET CONTRE LA CORRUPTION DANS SA VILLE NATALE DE KYANGCHE (EN CHINOIS : JIANGQIAN), DANS LA RÉGION TIBÉTAINE D'AMDO, A ÉTÉ ARBITRAIREMENT PLACÉ EN DÉTENTION PAR LES AUTORITÉS CHINOISES LE 4 SEPTEMBRE 2018.

«M. A-nya Sengdra, 47 ans, a été roué de coups et arrêté le 4 septembre à l'intersection routière de la préfecture autonome tibétaine de Golok par des agents du Bureau de sécurité publique (BSP) du comté de Gade, puis emmené dans le centre de détention du BSP situé dans le comté de Drotsang (en chinois: Ledu), dans la préfecture de Tsoshar (en chinois: Haidong), où il est toujours détenu aujourd'hui», peut-on lire dans l'[article](#). Ses proches n'ont pu obtenir de droit de visite, malgré leurs nombreuses demandes et l'intervention de son avocat, M. Lin Qilei.

Dans une pétition datée du 8 septembre, Mme Yangkyi, l'épouse du célèbre militant, a indiqué qu'il avait été arrêté en représailles de ses activités pour la défense des droits des nomades tibétains. A-nya Sengdra milite en effet activement contre la corruption au sein du gouvernement depuis au moins 2014, année durant laquelle lui et d'autres nomades ont fondé l'organisation bénévole *Mand Dhon Ling* (Forum des affaires publiques), dont l'objectif est de combattre la corruption et les abus de pouvoir des autorités locales. En février 2014, l'organisation a présenté une pétition pour réclamer une enquête sur la mauvaise gestion des fonds publics destinés aux nomades locaux.

Dans un avis publié le 11 décembre, le Bureau de sécurité publique du comté de Gade a fait savoir qu'A-nya Sengdra était accusé de «causer des échauffourées et de semer le trouble», et que sa sortie de détention avait été repoussée. Comme l'a fait remarquer à juste titre le TCHRD,



depuis l'arrivée au pouvoir de Xi Jinping, des accusations vagues de ce type sont de plus en plus utilisées en guise de représailles contre les défenseurs des droits de l'homme et d'autres militants critiques à l'égard des politiques du gouvernement, ainsi que pour les réduire au silence.

L'état de santé d'A-nya Sengdra se dégrade depuis qu'il est en détention, ce qui semble une conséquence de la décision des autorités locales de l'emprisonner dans la ville éloignée de Drotsang (et non dans le comté de Gade). Drotsang est en effet située dans une région à faible altitude où la qualité de l'eau est médiocre et où les conditions climatiques sont différentes de celles auxquelles M. Sengdra est habitué. «Il se peut que ce soit un stratagème pour me torturer. Je n'ai commis aucun crime. Je n'ai

## L'AVOCAT DE TASHI WANGCHUK SE VOIT REFUSER L'ACCÈS À SON CLIENT À LA VEILLE DE SON ARRESTATION

L'avocat du défenseur de la langue tibétaine Tashi Wangchuk, qui a passé trois ans dans une prison chinoise (il avait été arrêté le 27 janvier 2016), s'est récemment vu refuser l'accès à son client, alors que celui-ci avait demandé à le rencontrer. Selon un message de l'ONG China Human Rights Defenders, M. Lin Qilei, qui s'était rendu le 15 janvier à la prison de Dongchuan (dans la ville de Xining, dans la province de Qinghai) afin de s'informer de la situation actuelle de Tashi Wangchuk et de son souhait de déposer une nouvelle demande de libération, a été informé que le cas était "sensible" et que l'approbation était nécessaire à un niveau provincial supérieur.

Tashi Wangchuk a été condamné à 5 ans de prison pour "séparatisme" lors d'un simulacre de procès le 22 mai dernier, après être apparu dans une vidéo du New York Times dans laquelle il soulignait l'importance de la protection de la langue maternelle des Tibétains. Son premier appel –infructueux– contre sa peine avait été entendu en août 2018.

Cliquez [ici](#) pour l'article en entier (en anglais)

*fait qu'interpeller les autorités supérieures quant au bien-être de la population locale»,* aurait dit M. Sengdra à son avocat.

ICT se joint au TCHRD pour condamner le placement en détention clairement motivé par des considérations politiques d'A-nya Sengdra, et appelle à sa libération immédiate et inconditionnelle.

## SUGGESTION DE VIDÉO



### LE MONDE SELON XI JINPING, DOCUMENTAIRE DE SOPHIE LEPAULT ET ROMAIN FRANKLIN, DIFFUSÉ SUR ARTE EN 2018

« Il était autrefois en marge de la société chinoise, et banni pour sept ans de travail éreintant à la campagne alors qu'il n'était encore qu'un enfant. Aujourd'hui, Xi Jinping est Président à vie, avec l'obsession de faire de la Chine la superpuissance du XXI<sup>ème</sup> siècle. Plongée au cœur de son 'rêve chinois.' » Dans ce portrait très documenté du leader chinois, Sophie Lepault et Romain Franklin donnent un aperçu inédit de sa politique et montrent que l'itinéraire de Xi Jinping a façonné ses choix. De Pékin à Djibouti – l'ancienne colonie française est depuis 2017 la première base militaire chinoise à l'étranger – en passant par la mer de Chine méridionale et l'Australie, les réalisateurs passent au crible les projets et les stratégies d'influence du nouvel homme fort de la planète. Nourrie d'images d'archives et de témoignages (de nombreux experts et de dissidents, mais aussi d'un haut gradé proche du pouvoir), leur enquête montre comment Xi Jinping a donné à la reconquête nationaliste de la grandeur impériale chinoise, projet nourri dès l'origine par la République populaire, une spectaculaire ampleur.

Le documentaire peut être visionné sur Arte TV jusqu'au 16 février 2019 à l'adresse <https://www.arte.tv/fr/videos/078193-000-A/le-monde-selon-xi-jinping/>

## ÉVÉNEMENTS À VENIR

- **1<sup>ER</sup> JANVIER – 30 JUIN :** présidence roumaine de l'UE
- **25 FÉVRIER – 22 MARS :** 40<sup>ème</sup> session du Conseil des droits de l'Homme de l'ONU et adoption du rapport de l'Examen périodique universel de la Chine
- **10 MARS :** 60<sup>ème</sup> anniversaire du soulèvement tibétain de 1959 et manifestation des communautés tibétaines européennes et des partisans de la cause tibétaine à Bruxelles (pour plus d'informations: <https://www.facebook.com/ropeanSolidarityRallyForTibet/>)
- **23-26 MAI :** élections européennes